
De : ABECASSIS Adrien
Envoyé : dimanche 28 juin 2015 19:46
À : Secrétariat - Président; JOUYET Jean-Pierre; JOUYET Jean-Pierre - Secrétariat;
FELTESSE Vincent; VALLAUD Boris; LATASTE Thierry; RIVIERE Constance;
GANTZER Gaspard; IANNETTA Nathalie; BARBERIS Jean-Jacques;
VANDENDRIESSCHE Annabelle; GINTZ Rodolphe
Objet : Sondage week-end

Bonjour,

Quelques résultats des questions d'actualité du SIG (les questions ouvertes n'ont semble-t-il pas été livrées) :

1 - Taxis : compréhension face à la concurrence déloyale, mais aucun soutien face aux violences.

- **Les taxis ont toujours une mauvais image** (cf. sondage Odoxa/Le Parisien : ils sont jugés "chers", "corporatistes", "réactionnaires", pas "aimables" ni "honnêtes").

- **Pour autant, la concurrence déloyale d'UberPop déplaît aux Français** : ils sont majoritairement défavorables à la circulation des UberPop (sauf les habitants de la région parisienne), et "comprennent" le mouvement des taxis (57% pour Odoxa, 80% pour le SIG, avec des questions différentes - celle du SIG est plus détaillée quant à l'inégalité des statuts).

- **Mais les violences commises par les taxis ne passent pas** : Ils sont plus de 80% à les juger injustifiées (SIG) et autant à se déclarer choqués (Odoxa).

Il n'y a pas de clivage partisan sur ces questions.

--> *Les images de casse ont sans doute été davantage reçues que les débats de fond. Si le sentiment revient que nous avons trop attendu pour agir et proposer une solution, nous pourrions rappeler que la droite s'était contentée de mettre le sujet sous le tapis.*

--> *Sur le fond, l'équilibre "ne pas entraver la modernité et empêcher le travail, mais ne pas laisser la loi du marché la plus libérale bouleverser nos équilibres sociaux" semble pouvoir être compris.*

Cela impliquera, dans la suite des discussions, de montrer clairement qui nous protégeons :

- *non pas les taxis qui cassent (nous avons été vus un moment comme prenant leur défense) ; mais ceux qui ont payé 200 000 euros leur plaque et font face à une concurrence sauvage.*

- *les gens "ordinaires" qui utilisent UberPop comme source de revenu dans un quotidien si dur ; mais pas les dirigeants d'Uber qui prennent une commission sans payer de taxes en France.*

- *ceux qui essaient de mettre les nouvelles technologies au service de notre modèle social, et non pas ceux qui essaient de résister à cette révolution.*

2 - Économie et perspectives de reprise : la croissance ne fait pas les emplois.

Les Français ne croient pas que le retour de la croissance va bientôt faire repartir les embauches - qui reste le seul objectif pour eux -, tout comme ils ne croyaient pas à l'inversion de la courbe du chômage.

86% pensent que le phénomène actuel où **"la croissance progresse mais le chômage ne baisse pas" "va encore durer plusieurs années"**, contre 12% qui pensent qu'il "ne va durer que quelques mois, la reprise va finir par faire baisser le chômage". La gauche (80%) n'est pas loin d'être aussi pessimiste que la droite (90%).

3 - Wikileaks / espionnage NSA : choqués pour le principe, une réactions des autorités vue comme bonne.

Les révélations faites cette semaine sont jugées "graves" par 57% des Français, dont 26% "très grave". C'est un score somme toute modérée, répondant plutôt à une fierté de principe (on ne peut pas dire qu'on l'accepte) qu'à un sentiment d'atteinte grave à la sécurité. Il est possible que des révélations "économiques" (empêcher des entreprises de conquérir des marchés) auraient eu davantage d'impact.

A noter que l'image des Etats-Unis en France s'est considérablement améliorée ces dernières années : l'anti-américanisme du début des années 2000 est passé.

Les réactions du PR, du PM et du MAE suite à ces révélations (détaillées dans la question - il n'est pas certain que tous les Français les aient notées) sont jugées "suffisantes" à 57% (60% à gauche, 53% à droite).

4 - Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales : demande d'en faire encore plus.

Portée par une bonne médiatisation cette semaine, **l'action du gouvernement contre la fraude fiscale jouit d'une assez bonne notoriété dans le contexte actuel** : 46% en ont entendu parler (49% à gauche, 47% à droite).

Pour autant, elle n'est toujours pas vue comme suffisante : seuls 37% ont le sentiment que le gouvernement "agit vraiment pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale".

--> *Le jugement est dans l'étiage moyen des jugements sur nos actions, mais montre que **nous avons des marges de progressions pour donner davantage de visibilité à une action très attendue contre les fraudes** : pourquoi pas quelques actions symboliques, ou des points fréquents et réguliers sur les recettes ainsi récoltées (sur le mode d'un "compteur" qui tourne) ?*

5 - Candidature de la France aux JO : des inquiétudes qui pointent sur le coût.

Si une large majorité de français approuveraient tant la candidature aux JO que celle pour l'Exposition universelle (avec une préférence pour cette dernière : cf. dernières mesures), ils n'en sont pas moins inquiets sur le coût : 52% pensent que cette candidature est "une bonne chose car elle aura un impact positif sur l'économie française", mais 46% pensent que "c'est une mauvaise chose car l'organisation coûte trop cher et la France n'a pas les moyens".

--> *Il semble important de prendre soin de communiquer sur les faibles coûts immédiats pour rassurer ceux qui craignent des dépenses superflues (ne va pas gêner la sortie de crise ni empêcher de prochaines diminutions d'impôts...), et sur l'impact économique positif attendu de cet événement./.*